

Le budget—M. Godin

En se basant sur ces chiffres, on a trouvé en Nouvelle-Écosse des circonscriptions où 63 p. 100 des familles ne touchaient même pas le piètre revenu susmentionné. Donc, puisque nous ne pouvons faire confiance aux solutions que proposent les libéraux, parce qu'elles n'ont pas réussi à mettre fin au chômage et à enrayer la hausse des prix, puisque nous ne pouvons pas faire confiance aux conservateurs progressistes, parce qu'ils n'ont pas davantage réussi à assurer la prospérité et la sécurité aux Canadiens, de 1958 à 1962, il ne reste plus, à mon avis, qu'à faire l'essai du Crédit Social, qui n'a pas encore déçu, et qui est rempli de promesses.

• (1650)

J'imagine que la plupart des députés ne sont pas satisfaits de la misère et de la détresse de près de 700,000 Canadiens qui sont en chômage dans notre pays. Aussi, nous, du Parti Crédit Social du Canada, voulons assurer la liberté et la sécurité économiques à tous les Canadiens. A cette fin, nous proposons à la population canadienne d'appliquer un système qui n'a jamais été appliqué nulle part, et qui ne peut être pire que celui que nous proposons alternativement les libéraux et les conservateurs progressistes.

C'est le 26 juin 1937, lors d'une conférence qu'il donnait à Londres, que le fondateur du Crédit Social donnait une définition précise de celui-ci.

Voici: Dans l'esprit de beaucoup de gens, le Crédit social est un plan de réforme monétaire, et c'est ce qui explique à notre époque de rareté d'argent ou de crédit la popularité des réformes monétaires qu'il préconise. Mais le Crédit social n'est pas simplement cela; le Crédit social est la politique d'une philosophie. Cette philosophie peut se définir comme étant la philosophie de l'association, ou encore le pouvoir des êtres humains vivant en association d'obtenir les résultats désirés en vue de la satisfaction à leurs besoins.

En poussant plus loin notre analyse, on peut se demander: Qu'est-ce que le crédit? La réponse est celle-ci: Le crédit, c'est ni plus ni moins la croyance que l'association rapporte des profits. Par exemple, les premiers Canadiens fondaient leur confiance sur les richesses qui se trouvaient à leur portée et qui pouvaient satisfaire à leurs besoins. C'est ce qu'on appelle le crédit réel d'un pays. Ce crédit comprend les richesses du pays ainsi que tous les hommes voulant les exploiter. De là, on peut conclure que le crédit réel d'un pays est commun, social. Donc, le crédit réel ou le crédit social est une réalité, un fait pour notre pays. Mais si le crédit social est une réalité, un fait, pourquoi les créditistes ne cessent-ils de se plaindre, de réclamer surtout le crédit social, de vouloir modifier le système monétaire et faire élire assez de députés au Parlement pour atteindre leurs objectifs? Tout simplement, monsieur le président, parce que le système financier actuel n'est pas le reflet des réalités et parce que le système bancaire que nous connaissons empêche les consommateurs de bénéficier des fruits de leur association, car le système financier accapare pour lui, et pour lui seul, les avantages de l'association qui devraient normalement appartenir à tous les citoyens.

C'est cet état de choses, monsieur le président, qui faisait dire un jour au très honorable Mackenzie King, et je cite:

Les promesses d'hier sont les impôts d'aujourd'hui.

Pour que les Canadiens bénéficient vraiment des fruits de leur association, il faut donc mettre le crédit financier en relation avec le crédit réel ou le crédit social, c'est-à-dire mettre l'argent et le crédit en relation avec ce que les

Canadiens produisent et fournissent et sont capables de produire et de fournir.

On a mis de côté des valeurs autrement sûres et fondamentales que le système bancaire actuel. On a mis de côté la religion, le catholicisme, l'autorité papale, la propriété privée, le respect de la vie humaine du fœtus et plusieurs autres choses.

Et que dire, monsieur le président, du désarroi des banquiers internationaux qui sont à la recherche d'un nouveau système financier international! Si le système financier international est à «repenser» et à refaire, c'est que les systèmes financiers nationaux sont également à «repenser» et à refaire.

C'est à cette tâche, monsieur le président, que s'emploient les créditistes qui auront été des précurseurs, des innovateurs peut-être mal compris et repoussés à certaines occasions parce qu'ils osaient s'attaquer à la finance. Heureusement, aujourd'hui, la finance n'est plus un sujet tabou, le système monétaire n'est plus une chose intouchable, et parce que les événements nous donnent raison, les créditistes vont continuer avec plus de succès encore, je pense, à dénoncer le système actuel, qui ne trouve aucune justification dans la nature des choses et perpétue une fausse conception de l'argent dans une société humaine.

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Ceci est peut-être inusité de la part de la présidence, mais avant de donner la parole au député suivant, je rappelle qu'il reste six noms sur ma liste. Il nous reste maintenant 50 minutes, et si les six députés le veulent bien, je leur accorderai huit minutes et demie chacun, ce qui donnera à tous ceux qui ont demandé à participer au débat l'occasion de s'exécuter. Je dois toutefois demander le consentement des six députés dont les noms figurent sur la liste. Même si cela peut sembler irrégulier, mais les députés sont-ils d'accord?

M. Lefebvre: Nous sommes toujours prêts à collaborer, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: La parole est au député de Bonavista-Trinity-Conception pour huit minutes et demie.

M. Dave Rooney (Bonavista-Trinity-Conception): Monsieur l'Orateur, j'ai décidé d'intituler mon premier discours à la Chambre: Les budgets passent, mais les inégalités persistent. Cette déclaration ne surprendra pas bien des députés. En effet, elle n'est pas censée le faire, et je n'ai pas l'intention de passer pour cynique ou pessimiste. Au contraire, je suis très optimiste quant à l'avenir de notre pays et de notre gouvernement.

Il ne fait aucun doute que le titre de mon allocution sera toujours vrai, mais il est exact aussi que les pires inégalités ont toujours été subies par nombre de citoyens à charge, désorganisés et souvent récipiendaires impuissants de maigres ressources économiques. Ce qui m'a toujours profondément troublé, monsieur l'Orateur, c'est qu'au Canada, à notre époque, cette situation soit surtout le résultat de l'insensibilité et de l'inaction de ceux qui ont le pouvoir politique requis pour répartir plus équitablement la richesse du pays. Poussé par une observation faite à la Chambre, j'ajouterais avoir songé à un autre titre: «Il y a plusieurs demeures dans cette Chambre». Je le dis en badinant, mais cela met à nu une réalité inquiétante; il est facile, dans nos sièges recouverts de peluche et notre milieu agréable, de nous laisser distraire et de devenir moins sensible à la pauvreté extrême et persistante qui existe au sein d'une grande richesse nationale. Ayant